COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IVe Internationale

Numéro 82 | Mercredi 14 décembre 1977 | PRIX : 1 F

EDITORIAL

Les mesures sociales en faveur des DOM

DE LA PACOTILLE A USAGE ÉLECTORAL

LA proximité des élections pousse Giscard à faire quelques gestes aussi démagogiques que dérisoires en direction des DOM. C'est ainsi que furent annoncées pêle-mêle : une prétendue extension de l'octroi de l'allocation logement, la création des allocations familiales et de l'assurance maladie pour les commerçants et artisans, un changement de dénomination des chantiers de chômage et enfin une promesse d'extension aux DOM du complément familial des ressources.

L'assurance maladie pour les commerçants et artisans est une revendication vieille de plus de dix ans et il a fallu l'approche des échéances électorales de mars 1978 pour que la droite au pouvoir consente à l'accorder. Il a surtout fallu la mobilisation des artisans et commerçants des Antilles, au cours de l'année 1977 avec, notamment le voyage de Gérard Nicoud et la structuration locale du CID-UNATI. Le gouvernement ne voulait pas courir le risque de s'aliéner cette couche importante de l'électorat et cela explique cette décision bien tardive.

Toutes les autres mesures ne sont que pacotilles et simagrées d'illusionnistes.

Il en est ainsi de l'allocation logement dont les conditions d'octroi sont soi-disant assouplies (nécessité de 90 jours de travail au lieu de 150).

Quand on sait que cette allocation ne touche en réalité que fort peu de monde en Guadeloupe comme en Martinique, la plupart des dossiers étant rejetés pour « conditions de peuplement et de salubrité non remplies », on mesure toute l'hypocrisie du gouvernement.

Citons un chiffre : en Martinique, après « assouplissement » des conditions d'attribution, le nombre des bénéficiaires de cette allocation atteindra à peine 2.000 personnes.

Il en est de même des chantiers de chômage qui deviennent des chantiers de « développement local ».

Pour passer de l'un à l'autre, Giscard a accompli le même chemin que celui qui avait mené du smigard au smicard. Autant dire que pour les travailleurs privés d'emploi, cette fois encore, il n'y aura rien de nouveau.

Aucune garantie d'un nombre conséquent de journées de travail à chaque quinzaine.

Aucune garantie d'être affecté à des tâches autres que le désherbage des bas-côtés des routes ou le nettoyage épisodique des plages.

Aucune garantie, surtout que les 5 millions de francs supplémentaires que l'Etat promet de verser dans la caisse de ces chantiers de développement local, n'iront pas par des canaux divers, servir aux campagnes électorales des notables en place, comme c'est depuis longtemps l'usage.

Si Giscard et le gouvernement français peuvent se permettre de nous proposer une telle pacotille en réponse à nos revendications et à la situation dramatique de la plupart des familles ouvrières, c'est bien parce qu'en face, ils savent pouvoir compter sur la passivité des grandes organisations ouvrières.

Celles-ci n'organisent pas notre lutte pour arracher de réels changements à notre situation. Aucune perspective n'est tracée pour s'attaquer au chômage massif, aux très bas salaires, à nos conditions de vie misérables.

Les grands partis qui se réclament des travailleurs se contentent de prêcher l'attente des élections de mars 1978. Pour eux, il nous suffira de voter en faveur de la gauche et d'envoyer au gouvernement un Mitterrand pour que tout aille mieux pour nous.

Partis de gauche comme partis de droite, s'entendent d'ailleurs pour présenter ces élections comme capitales pour notre avenir.

C'est un mensonge éhonté ! Les élections ne changeront pas le sort des travailleurs. Elles ne l'ont jamais fait dans le passé. Ces élections, c'est de la poudre aux yeux, de la mascarade qu'on nous joue une fois tous les cinq ans, pour nous

(Suite page 3)

GUADELOUPE :

Sucreries, va-t-on vers une lutte d'ensemble ?

LES travailleurs de l'usine Beauport ont observé le mercredi 30 novembre dernier une journée de grève. Ils entendaient ainsi protester contre le licenciement de treize de leurs camarades et le refus de la direction de leur payer le mois de mars dernier au cours duquel ils avaient été mis en chômage technique. Les ouvriers de Beauport ont repris le travail le lendemain en se fixant un nouveau rendez-vous le samedi 3 décembre. En effet, la direction leur a promis une réponse pour ce jour, étant obligée, semble-t-il, de prendre l'avis du conseil d'administration à Bordeaux. En cas de refus des patrons de leur accorder satisfaction, cux de Beauport affirment être décidés à rentrer en grève illimitée pour obtenir le réemploi de tous leurs camarades licenciés et le paiement du mois de mars chômé. Le mécontentement est tel dans cette entreprise que la grève risque d'être totale, si elle est décidée.

Mais ce serait également l'occasion pour tous les travailleurs des usines de rentrer eux aussi dans l'action, car la situation est à peu près identique dans toutes les sucreries. Toutes sont confrontées aux problèmes des licenciements collectifs, des bas salaires, de l'insécurité de l'emploi pour les travailleurs saisonniers, des mauvaises conditions de travail. Et cette situation peut encore se dégrader à la veille de l'ouverture de la prochaine campagne, car les patrons n'arrêtent pas de se plaindre des difficultés liées au déclin de la production de la canne.

Déjà, des contacts ont été établis entre Beauport et Grosse-Montagne.

La possibilité d'une telle action d'ensemble existe. Les ouvriers des usines auraient tort de ne pas en profiter. Seule Beauport n'était pas organisée jusqu'à ce jour, c'est maintenant chose faite. Il existe une organisation syndicale dans toutes les usines. L'occasion doit être saisie pour les travailleurs des usines à sucre d'une action d'ensemble qui romprait la dispersion des luttes de ces dernières années.

Il appartient aux travailleurs de faire en sorte qu'il en soit ainsi. Dans la période qui vient, ils n'auront guère le choix. Ou ils agiront tous ensemble et obligeront ainsi les patrons à payer la crise, ou ils rentreront en lutte de façon dispersée, mais alors la victoire sera moins sûre.

MARTINIQUE :

Petits planteurs et ouvriers ont un même ennemi : les grands capitalistes

LE milieu agricole martiniquais connaît actuellement une certaine effervescence. Le coup de force des producteurs de banane, déversant leurs produits dans les rues de Fort-de-France, les récentes conférences de la FDSEA (Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles), les interventions des agriculteurs au Sommet des ministres européens de l'Agriculture, la création, tout dernièrement lors d'une réunion à Ducos, d'un nouveau syndicat agricole orienté vers la défense des petits et moyens exploitants, autant de faits qui attestent un mécontentement certain de la part des producteurs agricoles martiniquais.

A toutes ces occasions, et pour des raisons diverses d'ailleurs, les problèmes des petits planteurs ont été particulièrement mis en avant, et, s'ils n'ont point trouvé de solution, ils ont au moins eu le mérite d'être posés. Cela a été le cas notamment pour les petits planteurs de banane qui n'arrivent pas à surmonter les nombreuses difficultés auxquelles ils sont confrontés.

En effet, pour les petits planteurs de banane, comme pour ceux de la canne d'ailleurs, les problèmes sont liés aux conditions de production : coût élevé des engrais et des produits phyto-sanitaires, mauvaise rentabilité des terres qui sont généralement situées sur les pentes des mornes et sont donc difficilement mécanisables et irrigables, manque général de moyens financiers qui conduisent le petit planteur à s'endetter auprès des banques et des organismes de crédit, et de ce fait, sous-équipement généralisé des petites et moyennes exploitations. De plus, les petits planteurs se retrouvent pieds et poings liés face aux gros propriété-

(Suite page 2)

Les grands capitalistes de l'agriculture en réclament d'avantage !

LORS de la venue des neuf ministres européens du Marché commun en Guadeloupe, les capitalistes locaux de la canne et de la banane n'ont cessé de se plaindre et de pleurnicher sur leur sort. On entendit Butel et Despointes respectivement rois de la banane et de la canne et représentant des usiniers et des gros planteurs.

Huygues Despointes, gros actionnaire des usines Gardel et Grand-Anse (Marie-Galante) s'est plaint tour à tour de la sécheresse, de la réforme foncière « insuffisamment adaptée », du prix insuffisant de la tonne de canne, du bas prix de la vente du sucre en fonction des salaires qui augmentent. Il s'est élevé aussi contre les taxes et primes de stockage, alors que les usiniers de la Guadeloupe stockent très peu. Il a protesté contre le fait que la prise en charge du sucre par la Communauté ne se fasse pas dès l'usine mais sur le bateau, imposant aux usiniers des frais que n'ont pas les autres producteurs du Marché commun.

En ce qui concerne la banane c'est un peu sur le même ton que les planteurs se sont exprimés : leur production n'a pas été retenue aux traités de Rome et n'est pas considérée comme un produit communautaire, et ils ont des difficultés face à la concurrence des autres pays exportateurs.

Voilà donc nos gros possédants, propriétaires de milliers d'hectares, actionnaires de grosses sociétés anonymes, riches à millions, jouant les malheureux et les parents pauvres auprès des grands du Marché commun.

A toutes ces plaintes, les ministres n'ont pu que répondre le plus évasiment possible en mettant tous les maux des gros planteurs sur le compte de la « production insuffisante ». Mais ce sont les gros propriétaires, en particulier ceux de la canne qui, eux-mêmes, ont depuis longtemps limité la production. Ils nous racontent que c'est surtout l'augmentation des salaires qui leur cause tous leurs problèmes. C'est surtout une des règles du système capitaliste lui-même, la concurrence des autres pays producteurs et des betteraviers français, qui les gêne, non les misérables salaires que les travailleurs sont obligés d'arracher régulièrement de haute lutte.

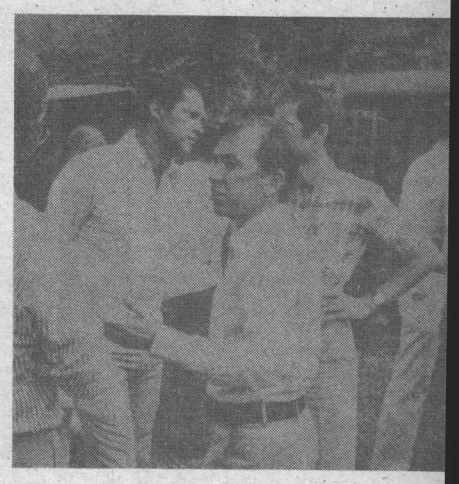
La production de la canne ne rapporte plus les profits d'antan. Tous ces capitalistes ont dû réinvestir dans d'autres domaines, commerce import-export ou autre secteur.

A entendre leurs discours, ils auraient plus d'inconvénients que d'avantages à être liés au Marché commun. Mais ce sont eux pourtant les premiers défenseurs du système actuel, alors pourquoi le défendraient-ils s'il ne leur rapportait pas d'importants avantages ?

En réalité, si ces capitalistes passent leur temps à se plaindre c'est tout simplement pour obtenir le maximum d'argent en subventions et aides fiscales de toutes sortes. Si le gouvernement colonialiste les aide et envoie neuf ministres les réconforter, c'est, mises à part les raisons strictement électorales, pour éviter que ces capitalistes abandonnent totalement la production et pour qu'ils maintiennent un niveau tolérable de misère et d'emploi dans le pays.

Continuer à faire des profits non négligeables en limitant la production et l'emploi au maximum tout en essayant par toutes sortes de combines d'obtenir aides et subventions, voilà la tactique des gros propriétaires antillais pour se tirer tant bien que mal de la crise.

HUMLOT, Ministre Belge, Président de la C.E.E.



Jean José Clément

Petits planteurs et ouvriers

(Suite de la page 1)

taires en ce qui concerne la commercialisation de leur production.

En effet, ne disposant pas du matériel nécessaire au transport de leur canne ou de leur banane jusqu'à l'usine ou le lieu d'embarquement, ils sont soumis aux conditions des gros planteurs qui effectuent et contrôlent ces transports. Les petits producteurs de banane sont d'autre part sans défense devant les capitalistes de l'import-export et les compagnies maritimes, Transat ou Compagnie FABRE, qui imposent leur prix d'embarquement et de frêt (celui-ci récemment en augmentation de 18 %), et qui se retrouvent être d'ailleurs bien souvent intimement liés aux milieux des gros planteurs, quand ce ne sont pas tout simplement les mêmes individus à la fois propriétaires de grandes plantations et possesseurs de capitaux dans les sociétés de transit.

De plus, même à ce stade, rien ne garantit aux petits planteurs que leur banane arrivera intacte et sera vendue intégralement. A ce niveau encore, bien que ne possédant aucun moyen de contrôle et de vérification, ils sont responsables de leur produit et doivent subir les conséquences catastrophiques d'une éventuelle détérioration ou d'une éventuelle mévente de leur banane.

Quant aux petits planteurs de canne, ils doivent accepter sans condition le prix fixé par l'usine et qui est souvent à peine égal, ou même inférieur, au coût de production de la tonne de canne, compte tenu du niveau élevé de celui-ci dans les conditions défavorables où sont placés les petits planteurs. Bien souvent d'autre part les prix diffèrent d'une usine à l'autre, et les rares primes à la plantation accordées par le gouvernement sont payées avec des années de retard.

Alors, dans de telles conditions, les petits planteurs protestent et réclament avec raison que leur soit garanti un revenu minimum en rapport avec le travail qu'ils ont fourni. Ils réclament une garantie d'écoulement de leur production à un prix fixé qui leur permette de rentrer dans leurs frais et de s'assurer les moyens de vivre décemment. Cette garantie, elle existe déjà pour les gros propriétaires de la canne, de la banane ou de l'ananas, car elle leur est accordée par l'Etat sous forme de crédits, de prêts et de subventions diverses. Mais elle n'existe pas, ou alors de façon ridiculement faible, pour les petits producteurs qui se trouvent être les premières victimes de la situation défavorable de la production agricole martiniquaise sur le marché européen face aux productions moins chères d'autres pays (les pays ACP (Afrique-Caraïbe-Pacifique) notamment).

Dans cette revendication, les petits planteurs, qui sont en fait des travailleurs de la terre, doivent avoir le soutien de la classe ouvrière. Il est normal et juste qu'ils exigent une rémunération de leur travail qui leur permette de vivre sans s'endetter et sans chercher constamment un moyen d'arriver à joindre les deux bouts. Ils doivent avoir d'autant plus ce soutien et cet appui qu'ils sont en réalité en butte aux mêmes ennemis que les ouvriers des villes et des campagnes : les gros propriétaires, les capitalistes de la terre qui règnent en maîtres également dans les secteurs du commerce, du transport, de l'import-export, qui ont aussi des intérêts dans les banques, l'industrie, le tourisme et autres domaines d'activité et se retrouvent également à la tête de bon nombre d'entreprises privées. Ce sont ceux-là qui obligent les petits planteurs à vivre sur de minuscules parcelles non rentables, puisqu'eux-mêmes possèdent les grands domaines et les meilleures terres, et qui les acculent à la faillite en leur imposant des conditions très dures de culture et de vente de leurs produits. Or ce sont justement ceux-là mêmes qui en tant que patrons et capitalistes imosent aux ouvriers les bas salaires, les mauvaises conditions de travail et de vie, la misère, les licenciements et le chômage, et qui appellent à la répression contre eux lorsqu'ils sont en lutte.

Le plus sûr allié de la paysannerie, c'est la classe ouvrière, écrasée et exploitée comme elle par ces mêmes capitalisites, et qui seule lui permettra un jour de mettre fin à la domination arrogante des gros propriétaires.

émigration - émigration - émi

ASSISTANCE PUBLIQUE : UN STATUT SCANDALEUX

A l'Assistance publique (AP) à Paris, un nombre de plus en plus grand d'Antillais sont embauchés comme hommes et femmes de ménage, c'est-à-dire comme horaires. Ils touchent au meilleur des cas 1 580 F par mois. Mais bien souvent, l'administration refuse de les employer à plein temps, les faisant venir parfois de bien loin pour travailler 7 heures par jour, avec la paie, minime, correspondante. Et puis toute absence signifie une diminution du salaire.

Ce statut est actuellement proposé à l'embauche quel que soit le niveau scolaire du candidat. L'AP se réserve ensuite le droit de l'envoyer ou pas à l'examen permettant de devenir agent hospitalier. A l'hôpital de la Salpétrière, un chef de service employant une quinzaine d'hommes et de femmes de ménage a reçu l'autorisation « d'envoyer à l'examen six agents exceptionnels ».

Un certain nombre de ces camarades, fort du fait que l'administration leur confie les mêmes tâches qu'aux agents et même qu'aux ouvriers d'Etat, ont été trouver les syndicats pour qu'ils les aident à organiser une lutte pour leur changement de statut. Les syndicats tergiversent : « Il n'y a pas assez longtemps que vous êtes embauchés », « on ne peut résoudre le problème de tous en même temps », « il faut attendre ». Pourtant, ces camarades ont raison et ils ne doivent pas renoncer à la lutte, mais y appeler tous les agents pour que disparaisse ce statut qui constitue un vol manifeste.

LES ASSASSINS DE PATRICK MIRVAL COURENT TOUJOURS

Une fois de plus, la justice vient de rendre un verdict à propos de l'affaire Mirval. Mirval était un jeune Antillais, en détention préventive à la prison de Fleury Mérogis, pour un vol présumé de 50 F.

Au cours d'un transfert, il avait subitement trouvé la mort. Les constatations des médecins, marques de coups, symptomes d'étranglement, mettaient en cause directement ses gardiens de prison. Pourtant tous les procès engagés depuis par Mme Mirval, la mère de Patrick Mirval, se sont soldés par des non-lieu.

La dernière juridiction à laquelle elle avait fait appel, la chambre d'accusation, a elle aussi rejeté cet appel : selon la justice, il n'y a pas d'assassins.

C'est donc en toute impunité que les racistes ont pu assassiner Patrick Mirval.

SUCCES DU 1er GALA DE COMBAT OUVRIER EN MARTINIQUE

Dès 19 h 30 une foule gaie et enthousiaste se pressait dans la grande salle de Terpsichora, abondamment décorée de drapeaux rouges et de banderoles politiques. C'est finalement devant près de 600 personnes que Duverger donnait le départ d'une soirée qui allait être une réussite. Salle gaie, décontractée, répondant aux incitations des artistes, participants aux chants et aux brocards lancés par un Méthalie ou un Virgal. Une fausse note dont nous nous sommes excusés : Marsé et le groupe Palaviré n'ont pas pu passer ainsi que Germanie. Notons aussi la défection tardive et involontaire de Falfret.

Mais malgré cela, jusqu'au bout la bonne humeur ne se démentira pas. Vers 1 h du matin, ceux qui voulaient esquisser quelques pas de danse le feront aux sons de l'orchestre de Léon Sainte Rose.

En somme, ce premier gala de Combat Ouvrier en Martinique fut un succès.

Que 600 personnes, en majeure partie des travailleurs et des jeunes, soient venues passer un moment agréable, tout en nous soutenant, à la fois financièrement et moralement, est pour nous un précieux encouragement pour la poursuite de notre tâche de révolutionnaires.

Nous remercions vivement ici tous ceux — et parmi eux les artistes — qui ont à un titre ou un autre, permis par leur concours que ce gala soit un succès.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication : Jocelyn BIBRAC

Adresser toute correspondance :

ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
BP 214
97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)
ou BP 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE

FRANCE :
Combat Ouvrier
BP 80
93302 AUBERVILLIERS
Cédex

Impression
Graphie-Press
Epinay-sur-Seine
Commission paritaire
N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :
— ordinaires 1 an : **12 F**
— sous pli fermé 1 an : **15 F**
ANTILLES :
— sous pli fermé 1 an : **15 F**
ETRANGER : écrire au journal

Tous versements de fonds, abonnements et soutiens doivent être faits à :
Jocelyn BIBRAC
CCP 32 566 71 La Source

A l'approche des élections tout le monde il est beau...

DEVELOPPEMENT industriel, développement agricole, intégration des DOM dans la Communauté Economique Européenne ; tels sont les thèmes qui ont été ressassés durant tout le mois de novembre en Guadeloupe et en Martinique.

Aurait-on pris des dispositions fondamentales tendant à modifier la situation économique et sociale ? Pas du tout.

C'est que la Guadeloupe et la Martinique ont fortement intéressé les hommes du gouvernement colonial depuis le mois de novembre, et sans être devin, on peut dire que cet intérêt continuera de se manifester avec insistance jusqu'aux élections de mars 1978.

Les visites des personnalités gouvernementales se sont faites particulièrement nombreuses, au bas mot, une par semaine : Monoury, du commerce, Soudrille, de la recherche, Mehaignerie, de l'agriculture, l'inénarrable Olivier Stirn.

Pour compléter cette présence gouvernementale dans les DOM, plusieurs personnalités du RPR et du PR sont venues dans le cadre du 20e congrès des villes jumelées et n'ont pas manqué de chanter leur petit couplet sur l'économie des DOM. Le bouquet final a été la tenue de la réunion des ministres de l'Agriculture de la CEE et les « prises en considération » des problèmes de ces dernières colonies de la France que sont les DOM.

Une telle énumération est déjà impressionnante, mais là ne se sont pas arrêtées les démonstrations gouvernementales. M. Barre a participé à un déjeuner-débat avec les représentants des CCI et Giscard les a lui aussi reçus. Enfin, Giscard d'Estaing lui-même a annoncé à la presse les mesures prises lors du dernier conseil restreint sur les DOM.

Beaucoup de gesticulations, de phrases, de pirouettes et de ronds-de-jambe dans les cocktails... et toujours la même situation.

Car, malgré les chiffres annoncés, les estimations faites dans le cadre du VIIe Plan, dans tous les domaines, la réalité sociale et économique, celle que vivent des centaines de milliers de travailleurs, femmes et hommes, jeunes de ces pays, est toujours aussi déplorable, voire scandaleuse.

Cela, le gouvernement le sait, et ce n'est ni avec le budget minable des DOM, ni avec les mesures du conseil restreint que la situation sera modifiée d'un pouce.

L'opération de grande envergure lancée par les hommes du gouvernement est une opération électorale.

Les prochaines élections législatives risquant d'être très serrées, la droite tente, à peu de frais, mais avec un grand fracas de grapiller tout ce qu'elle peut dans ces dernières colonies. La moindre voix comptera et l'arme de la démagogie électoraliste a commencé à jouer sans fard et sans vergogne.

Barre aussi intervient...

ON savait Raymond Barre grand faiseur de promesses, bon jongleur de mots, on le savait aussi d'un optimisme à toute épreuve, eh bien, sourire aux lèvres, il est venu confirmer lors du discours qu'il a prononcé au déjeuner-débat des chambres de commerce et d'industrie des « départements » d'outre-mer tout ce qu'on pensait de lui.

« Nous avons confiance », « les départements d'outre-mer, dans la crise économique mondiale ont bien résisté » devait-il déclarer ! Inconscience ou mépris ? Telle est la question que suscitent les propos de M. Barre. Alors que le navire fait eau de toutes parts et sombre inéluctablement, Raymond Barre ferme les yeux face à la réalité, osant même affirmer que la situation n'est pas si mauvaise que cela. Pour nous le prouver, il établit une comparaison entre les « aspects positifs » et les « côtés négatifs ».

M. Barre affirme que les lits d'hôpitaux ont été multiplié par quatre mais sans donner de précisions exactes, ni sur le sous-développement dans lequel se trouvent les services de santé dans les DOM, ni sur le temps qu'il a fallu pour y parvenir. Que le « nombre des relations aériennes ait été multiplié par dix », c'est la preuve que la société Air-France fait de bonnes affaires. Que celui des voitures se soit multiplié par 20 et celui des transports en commun par quatre, tout cela ne fait que démontrer la nécessité de développer le réseau routier dans les DOM.

Vraiment il n'y a pas de quoi se vanter, et cela ne parvient pas à cacher le fait que dans les DOM 50 % de la population en âge de travailler est en chômage.

Le Premier ministre ne s'est pas contenté de se vanter, il donne des leçons en affirmant qu'il faut développer l'agriculture, comme si le développement de l'agriculture n'était pas freiné par le monopole de la terre par un petit nombre de grands propriétaires, amis de Barre et du pouvoir colonial.

Il ne manque pas de culot.

Martinique : les habitants de l'Anse Bellune refusent l'expulsion

DANS le courant du mois de novembre, l'opinion publique en Martinique a été mise au courant de la décision de la préfecture d'expulser une dizaine de familles du quartier Anse Bellune à Trinité. Le motif est que ces familles ont construit leurs cases sur la zone des cinquante pas géométriques.

Et ce n'est pas le seul cas ; périodiquement de tels faits se reproduisent. A Ste-Rose, en Guadeloupe, dans la section de la Boucan, des dizaines de familles sont aussi menacées d'expulsion.

Parallèlement, on apprend que des maisons sont construites à Schoelecher par exemple toujours sur les cinquante pas géométriques.

Il faut remarquer que, comme le prouve le cas de l'Anse Bellune, ce sont bien souvent les plus défavorisés qui essaient de bâtir une case dans cette zone-là. Il s'agit en effet de terres domaniales sur lesquelles ils peuvent espérer s'établir le plus longtemps possible, alors qu'ils prennent plus de risques sur des terrains privés. Mais, l'Etat et les communes cherchent à tirer le maximum d'argent de ces terres en privilégiant ceux qui peuvent payer le prix fort, c'est-à-dire les riches. C'est ce qui explique le nombre de logements bourgeois sur les cinquante pas d'une part, alors que d'autre part on cherche à expulser les plus démunis. Pour ces derniers le manque de terres d'habitations se fait alors crûment sentir faute d'argent.

Un tiers de la superficie de la Martinique est constitué de terres appartenant à l'Etat (forêts domaniales autour de la montagne Pelée et des pitons du Carbet, mangroves) terres qui sont souvent peu propices à l'habitat.

Le deuxième tiers est la propriété des gros planteurs. On y trouve cannes, bananes ou ananas, quand ces messieurs ne les laissent pas carrément en friches.

Sur le dernier tiers doivent alors cohabiter les 325 000 habitants du pays dont tous les petits et moyens paysans.

Mais, malgré cela, une utilisation rationnelle des terres permettrait à la fois de laisser intactes les parcelles propres à l'agriculture (terrains plats et bien situés) tout en favorisant ailleurs les terrains d'habitations. Encore faudrait-il les viabiliser, les assainir, y construire des voies d'accès faciles. Cela existe déjà en partie autour de Fort-de-France dans certains quartiers sur les hauteurs, à Didier, sur la route de Balata ou la route des religieuses, mais là ce sont précisément les riches et les petits bourgeois qui habitent. Ceux-là en effet utilisent favorablement les terrains escarpés et les mornes et y vivent aisément.

Les plus démunis construisent leurs cases dans des endroits difficiles d'accès ou insalubres. C'est ce qui explique l'existence des horribles bidonvilles de Trouterre au Robert, de Vieux-Pont au Lamentin, de Trenelle ou Texaco, à Fort-de-France. C'est dans des marécages que les travailleurs et tous les défavorisés de la société coloniale sont souvent réduits à chercher une place où vivre, parmi les moustiques et bien souvent sans eau, sans routes ni électricité.

Et c'est là qu'apparaît toute l'injustice et l'hypocrisie de la société coloniale : incapables de donner un logement décent à la population, les autorités — préfet, juges, policiers — ne savent se dépêcher que pour détruire ce que les pauvres ont réussi à construire après des années d'effort.

Le comportement du préfet et des juges à sa dévotion est d'autant plus scandaleux que rien n'est fait contre ceux plus fortunés qui construisent sur les 50 pas. Aucun arrêté d'expulsion n'a été pris contre les bourgeois qui, à grand renfort de millions, ont construit au Diamant, par exemple. A l'Anse Bellune même, à côté des maisons des pauvres que l'on veut expulser, sur la même zone des 50 pas, on trouve les châteaux des bourgeois trinitéens. Ceux-là ne sont pas menacés.

Les habitants de l'Anse Bellune, en tout cas, ne sont pas décidés à se laisser faire. Ils ont créé un comité de défense et ont déjà signifié au préfet leur volonté de ne pas partir, de demeurer dans les maisons qu'ils ont construites. Nul doute que leur détermination fera reculer l'administration coloniale.

EDITORIAL (suite)

faire croire que nous pouvons changer notre vie en mettant le bon bulletin dans l'urne. Mais qu'est-ce que cela peut faire à nos exploiteurs qu'il y ait quelques dignitaires de plus ou de moins à la Chambre. Quand bien même la gauche serait sincèrement dévouée à la classe ouvrière, elle ne pourrait rien faire, même majoritaire, car le Parlement n'a aucun pouvoir. Mais en plus, ni le PC ni le PS ne cherchent à aller au gouvernement pour y défendre les intérês des travailleurs, mais pour gérer les affaires de la bourgeoisie de façon à permettre aux capitalistes de passer la période de crise sans trop de mal.

Un éventuel gouvernement d'Union de la gauche demandera de faire des sacrifices. Ce sera la politique dite d'austérité. Mais austérité qui ne s'appliquera qu'aux pauvres pendant que les profits des riches seront sauvegardés par le gouvernement.

Alors bien sûr, il est plus facile d'espérer en les élections que de se décider à lutter. Mais nous devrons savoir que l'espoir en les élections, c'est un faux espoir. Nous ne ferons pas l'économie de la lutte, quel que soit le gouvernement.

Travailleurs ! la question essentielle de l'heure n'est pas de savoir quelle majorité sortira des urnes. Elle est de savoir si nous sommes prêts à lutter, si nous sommes prêts à nous organiser pour le faire. Nous n'aurons que ce que nous serons capables d'imposer nous-mêmes.

Cela est vrai pour nos revendications économiques essentielles. Et cela est vrai aussi pour mettre fin à la domination coloniale et pour obtenir l'indépendance.

Face à l'arrogance des possédants et du pouvoir colonial à leur service, l'action collective des travailleurs peut tout. Alors, ne nous ne nous berçons pas d'illusions, préparons-nous aux luttes futures.

Université : un fonctionnement au rabais

En Martinique, la rentrée universitaire prévue pour le 7 novembre au nouveau campus de Schoelcher n'a pas eu lieu. Etudiants et professeurs, mécontents de leur conditions de travail, l'ont boycottée.

En effet, des bâtiments neufs ont été construits pour héberger les étudiants mais les crédits votés pour l'équipement et le fonctionnement cohérent de cette université sont misérables. Ainsi, il n'existe pas de restaurant universitaire ni de logements. L'équipement élémentaire, tableaux, chaises, tables fait défaut à l'UER de Lettres. Des cours dispensés en 1975-1976 et 1976-1977 restent impayés et il en sera de même pour cette nouvelle année universitaire.

Face à cela, les étudiants et professeurs ont mené différentes actions communes pour populariser leur mouvement : le meeting du jeudi 24 et la manifestation du samedi 26 novembre ont regroupé plusieurs centaines de personnes.

Une délégation de l'administration du CUAG, partie en France discuter avec le secrétaire d'Etat à l'université, est revenue avec des miettes. Le gouvernement s'est engagé à ne payer que la moitié des cours dus aux enseignants depuis 1975 ; de plus, il n'a accordé que 14.000 heures complémentaires d'enseignement sur le minimum de 16.000 demandées.

La nouvelle rentrée prévue pour le 30 novembre a eu lieu mais les problèmes sont loin d'être réglés.

Moyent Orient : un éventuel traité de paix qui ne résoudra pas le problème palestinien

LA visite spectaculaire de Sadate, chef de l'Etat égyptien, le 20 novembre à Jérusalem, ainsi que la conférence du Caire, auront relancé les activités diplomatiques au Moyen-Orient.

Il n'est pas encore certain que toute cette agitation aboutira à un traité de paix entre Israël et les pays arabes voisins. Un tel traité impliquerait des concessions de la part d'Israël, principal pillier de l'impérialisme américain dans cette région.

KÉDHAFI AVEC ARAFAT ET (A SA GAUCHE) HAWATMEH
Contre la trahison de Sadate.

Si les dirigeants israéliens ne sont pas prêts à faire toutes les concessions nécessaires, les USA ne chercheront pas à les leur imposer.

Il est cependant possible que les dirigeants israéliens eux-mêmes préfèrent évacuer une partie des territoires occupés, en contrepartie de la reconnaissance officielle de l'Etat 'Israël. Auquel cas, dans quelques mois, dans quelques semaines, on verra peut-être les discussions s'engager autour de la création d'un Etat palestinien.

Pour l'instant, la seule concession faite l'a été par Sadate qui, en allant à Jérusalem, reconnaissait de fait l'Etat d'Israël, ce qu'il refusait jusque-là.

Cette concession a suffi pour que bien des gens parlent de la « trahison » de Sadate, à l'égard du peuple palestinien, comme si Sadate et les autres avaient jamais défendu les intérêts du peuple palestinien. Même lorsque les armées égyptienne, libyenne, syrienne et autres, combattaient l'armée israélienne, les dirigeants arabes n'étaient nullement motivés par la défense des droits des Palestiniens.

Ces régimes réactionnaires méprisent les droits de leurs propres peuples, pourquoi se soucieraient-ils des droits du peuple palestinien ? Pour ces régimes, désigner Israël comme responsable de l'ensemble des problèmes arabes. était un moyen commode de détourner l'attention de leurs populations vers un chauvinisme guerrier, afin de sauvegarder leur propre dictature.

Le massacre de milliers de Palestiniens par le roi de Jordanie, puis, plus tard, par les troupes syriennes, a montré que les régimes arabes installés sont capables des mêmes atrocités que le régime sioniste d'Israël.

Et, si aujourd'hui les dirigeants algériens, irakiens, syriens se font prier pour s'asseoir autour d'une table de négociation avec les Israéliens, c'est qu'ils estiment avoir encore besoin du bouc émissaire israélien pour tenir en laisse leurs populations.

Les exploités de la région, qu'ils soient arabes, palestiniens, israéliens, n'ont pas plus de changements à attendre des tractations de maintenant, que du nationalisme belliqueux d'avant.

C'est évident sur le plan social. Quels que soient les nouveaux découpages de frontières, le lot des ouvriers, des paysans de la région, sera toujours le même : exploitation, oppression.

Mais, même le problème national du peuple palestinien ne sera guère réglé par la création éventuelle d'un mini-Etat palestinien, économiquement misérable et politiquement dépendant, sur le territoire de la Cisjordanie, si Israël consentait à l'évacuer.

Et Yasser Arafat sera chef d'Etat mais le nationalisme fleurira comme par le passé de part et d'autre de la nouvelle frontière. L'impérialisme américain pourra toujours prendre appui sur un des Etats, puis sur l'autre pour défendre ses intérêts, en particulier ses intérêts pétroliers.

Portugal : Soarès démissione pour laisser les mains libres à la droite

LA droite par son opposition croissante au gouvernement socialiste de Mario Soares a conduit celui-ci à poser au Parlement la question de confiance. A cette question, les partis de droite ainsi que le Parti Communiste Portugais, ont répondu non. Mis en minorité, et ne bénéficiant plus que du soutien de son seul parti, Mario Soares, fut contraint de démissonner.

Pourtant cette confiance, Mario Soares pouvait la sauvegarder en s'appuyant sur les communistes puisque socialistes et communistes ont à eux deux la majorité parlementaire. Les communistes portugais étaient prêts à soutenir Mario Soarès et soumettaient leur confiance à l'élaboration d'une plate-forme politique commune. Mais Mario Soares, serviteur dévoué de la bourgeoisie, a préféré, ne voulant rien devoir aux communistes, risquer la démission plutôt que de composer avec eux.

Cette situation est l'aboutissement logique du choix politique de la droite et de Mario Soarès.

En effet, le gouvernement minoritaire de Mario Soarès n'a pu, pendant seize mois, se maintenir que parce qu'il bénéficiait de la bienveillance de la droite et de la bourgeoisie qui voyaient en lui l'homme capable, parce que crédible aux yeux des masses laborieuses, de faire passer des mesures d'austérité que la droite n'aurait pas pu imposer. Depuis seize mois, en effet, Mario Soarès n'a pas cessé de gouverner en serviteur zélé de la bourgeoisie, prônant l'ordre et l'effort, développant une politique d'austérité et n'hésitant pas à envoyer sa police contre les travailleurs.

Ce choix politique ne pouvait que ruiner le crédit dont Mario Soarès bénéficiait auprès des travailleurs, et dans le même temps, le rendre de plus en plus prisonnier de la droite. La droite l'a soutenu tant qu'elle le jugeait indispensable. Aujourd'hui, elle a choisi de le congédier, peut-être définitivement, ou provisoirement, pour lui donner un avertissement.

Aujourd'hui, c'est en tout cas à la droite qu'appartient l'initiative politique. Deux possibilités s'offrent à elle : gouverner elle-même ou confier le gouvernement à un homme de gauche, peut-être Mario Soarès lui-même. Dans les deux cas, il ne pourra s'agir que de faire une politique au service de la bourgeoisie.

France : le racisme anti-algérien ouvre la voie aux agressions anti-ouvrières

Vendredi 2 décembre au matin, le gardien de l'Amicale des Travailleurs Algériens en Europe, Laïd Sebai, tombait sous les balles d'un commando qui se réclame du sigle DELTA. Ce même commando a menacé de rendre la vie impossible à toute la population algérienne vivant en France, et a déjà fait exploser des bombes dans des cafés fréquentés par des Algériens ou des foyers habités par des travailleurs immigrés.

Ces crimes constituent un avertissement pour tous les travailleurs, pas seulement Algériens, mais aussi Antillais, Français, Portugais. La racaille raciste prête à tuer ne constitue sans doute pas encore véritablement une force. Mais elle tentera de le devenir au fur et à mesure que la situation économique se détériorera, que le climat de crise s'installera. Et la menace qu'elle représente pèse sur tous les travailleurs.

Le commando, avec ces attentats, tente de canaliser à son profit tous les préjugés anti-algériens, voire anti-étrangers existant dans la population et remontés à la surface avec la crise, la propagande du gouvernement lors des mesures prises contre les immigrés et l'affaire du Polisario.

Mais, le fait que ce groupe s'appelle DELTA, du nom d'un des commandos de l'OAS et donc qu'il se réclame ouvertement de l'extrême-droite fasciste, rappelle que des attaqus de ce genre s'inscrivent, de la part de leurs auteurs, dans un projet politique plus vaste. Ce projet vise à mettre au pas la classe ouvrière toute entière, les immigrés comme les Français, et à instaurer un régime de dictature dans lequel il n'y aurait pas de place pour les revendications quelles qu'elles soient.

Lutter contre les tueurs racistes, comme lutter contre le racisme tout court, même contre le racisme « quotidien » est quelque chose de vital pour le mouvement ouvrier. Et c'est un des signes de la faillite des grandes organisations réformistes, PC, PS, grands syndicats, que de ne pas organiser la lutte contre le racisme, alors qu'elles sont les seules à en avoir les moyens.

Bien sûr, le PC et le PS élèvent des protestations lors des attentats racistes. Mais ces partis se contentent de s'adresser à Giscard et à sa police pour qu'ils veuillent bien retrouver les assassins racistes, les désarmer et les punir. Et ceci, alors même que dans sa presse, le PC dénonce et démontre chaque jour le racisme latent et parfois virulent qui existe dans la police et que les travailleurs antillais ont déjà eu l'occasion de subir.

Non, les travailleurs ne peuvent pas compter sur la police pour les défendre. Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur leur propre organisation. Et, pour commencer, il serait indispensable de combattre toute manifestation du racisme. Il serait indispensable que les travailleurs immigrés ou non, assurent ensemble la protection des foyers d'immigrés, choisis pour cible.

Nous, travailleurs antillais, devons combattre le racisme sous toutes ses formes et notamment le racisme qui se cache sous le mépris que certains travailleurs ont pour leur voisin ou leur collègue d'une autre nationalité.

Ce racisme-là, même s'il paraît inoffensif, est le moyen de favoriser la politique des fascistes qui, eux, s'attaqueront à toute la classe ouvrière pour l'empêcher de relever la tête.

Patronat et gouvernement s'attaquent au droit de grève

En France, les travailleurs de l'EDF, ainsi que ceux de la SNCF sont entrés en lutte après la grève générale du 1er décembre pour défendre des revendications relatives à leur garantie d'emploi, leurs conditions de travail, leurs salaires. Aux grèves de ces travailleurs, les patrons ainsi que les hommes politiques à leur service répondent par un concert de cris scandalisés. Ils espèrent ainsi mobiliser la population contre les grévistes. C'est, du gouvernement et du patronat, à qui vitupérera davantage contre ce qu'ils appellent « désordres graves », « sabotage de l'économie », « abus du droit de grève ».

Cette attitude du patronat français est comparable à celle adoptée par les gros planteurs de la banane lors de la grève des dockers en Martinique. Ces planteurs, avec les petits exploitants comme paravent, ont tenté de dresser la population, y compris la population ouvrière contre les dockers grévistes.

Les protestations des patrons et du gouvernement à propos des grèves de l'EDF sont tout simplement scandaleuses. Ces messieurs protestent contre quelques coupures de courant d'une ou deux heures par jour pendant huit jours. Pourtant qui donc, sinon eux, sabotent l'économie, et cela depuis des années par des gaspillages ? Qui justement stoppe la production en fermant des usines, jetant des milliers de travailleurs au chômage ? Ces protestations constituent en outre une atteinte au droit de grève.

Or justement à l'heure où les syndicats, plus soucieux du résultat des élections que des intérêts réels des travailleurs n'organisent que des grèves isolées, en ordre dispersé, il n'est, plus que jamais, pas question que les travailleurs laissent le gouvernement limiter en quoi que ce soit le droit de grève, le droit d'utiliser la seule arme qui leur permettra de s'opposer aux profiteurs.

L'EMPEREUR BOKASSA Ier RIDICULE... MAIS PAS PLUS QUE LA REINE D'ANGLETERRE

Le sacre de Bokassa a donc eu lieu. L'ancien président de la République est devenu l'empereur Bokassa.

Cet événement a été amplement relaté dans la presse, sur les ondes et à la télévision. La plupart des journalistes ont fait des gorges chaudes — teintées de racisme pour certains — sur le côté ridicule du sacre, la bêtise de Bokassa et partant de celle des Noirs. Les plus sérieux parmi ces journalistes, se croyant moins racistes, ont tenté de justifier cette mascarade. Ils ont expliqué que finalement le sacre de Bokassa n'était pas plus ridicule que ne l'avait été celui de Napoléon en France. L'Afrique donc n'avait qu'un siècle et demi de retard sur l'Europe.

Tous ces propos sont bien sûr imbéciles. Ce n'est pas avec l'Europe d'il y a un siècle qu'il faut établir la comparaison. Les défilés militaires en France, le jubilé de la reine en Angleterre sont-ils moins ridicules que le sacre de Bokassa ? Les milliers de tonnes de bombes déversées au Vietnam par l'impérialisme américain sont-ils le témoignage de la civilisation ? Cette guerre était-elle moins barbare que les cérémonies du Centrafrique ?

Bokassa est un pantin à l'image de ses maîtres, les Giscard, Smith, Carter... C'est grâce à leurs exemples, grâce à leur soutien qu'il put dépenser des centaines de millions de francs pour un sacre alors que la population centrafricaine vit dans la misère la plus totale. C'est grâce au soutien des grandes puissances que des gens comme Bokassa peuvent exercer leur dictature. Et après tout, le très « civilisé » ministre Galley, du très « civilisé » Giscard, était également présent à cette clownerie. En quoi les pitres de second rang auraient-ils donc eu un rôle plus intelligent que le pitre qui occupait le devant de la scène à cette mascarade ?

Les barbares, les sauvages, les arriérés sont donc partout, ce sont ceux qui nous gouvernent et il est temps de s'en débarrasser.